

L'économie sociale et solidaire, levier de changement : points de vue du Sud, Revue Alternatives Sud, volume 22-2015/2, 192 pages

François Doligez

Numéro 338, octobre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033878ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033878ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Doligez, F. (2015). Compte rendu de [*L'économie sociale et solidaire, levier de changement : points de vue du Sud*, Revue Alternatives Sud, volume 22-2015/2, 192 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (338), 115–116.
<https://doi.org/10.7202/1033878ar>

L'économie sociale et solidaire, levier de changement : points de vue du Sud

Revue Alternatives Sud,
volume 22-2015/2, 192 pages.

Alternatives Sud est une revue éditée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve, en Belgique. Son originalité, qui motive la présente note de lecture, est de proposer des numéros réunissant des contributions d'auteurs du Sud, inédites en français, sur les thématiques introduites par la rédaction. Ce numéro, issu d'une collaboration avec l'organisation non gouvernementale (ONG) Solidarité socialiste (Bruxelles), offre, avec quatre contributions latino-américaines (Argentine, Brésil, Bolivie et Haïti), trois africaines (Burundi, Sénégal et Maroc) et deux asiatiques (Inde [Kerala] et Chine), un large panorama de l'économie sociale et solidaire (ESS) de par le monde.

La compilation réalisée permet d'appréhender des configurations très différentes de l'ESS, ce qui, pour une économie insérée dans des dynamiques sociales et politiques chaque fois spécifiques, n'étonnera pas. On y retrouve quelques tendances assez générales : l'abord politisé du secteur en Amérique latine, sa dépendance à l'aide internationale en Afrique subsaharienne (« nous avons créé notre association et attendons que l'on nous finance », p. 113) ou les modalités de son contrôle rapproché par le gouvernement dans le cas de la Chine.

Si les tentatives de certains auteurs pour ériger un socle alternatif (rationalité reproductive, économie productive de valeur d'usage ou « d'espaces du commun ») demeurent plutôt théoriques et normatives, il est intéressant de constater que le secteur peut acquérir une certaine visibilité, y compris statistique (Brésil). Dans de nombreuses situations (Sénégal), l'ESS reste « reliée » à la débrouille quotidienne et les auteurs africains (Burundi, Sénégal et Maroc) observent le développement des mutuelles de santé, probablement en lien

avec la proximité des programmes des partenaires de Solidarité socialiste, mais parfois au détriment d'une vision plus large du secteur, comme semble l'illustrer l'absence de références historiques sur les coopératives d'épargne et de crédit au Burundi, par exemple. Cependant, accompagnée dans d'autres contextes par le développement d'un certain niveau de protection sociale et de dispositifs d'appui, l'ESS s'inscrit plutôt dans la recherche de revenus complémentaires (Brésil).

Alors que la participation des femmes se heurte, au Kerala, aux structures familiales patriarcales, des études de cas révèlent combien il est difficile pour les organisations de l'ESS de s'affranchir des hiérarchies sociales, qu'elles soient issues des structures agraires (Haïti) ou de l'organisation communautaire (Bolivie).

A une autre échelle, la reconnaissance institutionnelle d'une économie plurielle (communautaire, étatique, privée et coopérative), à l'instar de la Bolivie, ne se traduit pas forcément par une « inversion des tendances macro-économiques ». Et dans de nombreux pays, du Maroc à la Chine, l'impulsion donnée par l'Etat accompagne le modèle économique dominant et accroît la dépendance du secteur aux mesures publiques. En Chine, les initiatives de l'ESS, principalement dans l'insertion (destinée à recaser les travailleurs licenciés par les entreprises publiques), l'éducation ou la santé des « migrants de l'intérieur » et les coopératives financières implantées dans les zones rurales où les établissements bancaires ne sont pas présents, sont d'ailleurs qualifiées de « quasi gouvernementales » face aux tensions et aux contestations croissantes du modèle de développement.

L'article introductif souligne la confusion existant autour du concept d'ESS issu d'une « situation hétérogène et fragmentaire, le prolongement de positionnements, le reflet de rapports conflictuels entre acteurs, se déployant dans des contextes régionaux distincts, et le résultat de diverses

instrumentalisations stratégiques » (p. 8). Si ses potentialités transformatrices semblent s'inscrire à l'échelle internationale dans un « moment » particulier – celui du « post-ajustement » –, l'ESS apparaît comme l'auxiliaire de politiques publiques contrastées, depuis le gouvernement à distance et la « décharge » des politiques néolibérales jusqu'à l'instrumentalisation d'approches étatiques, plus ou moins renouvelées à partir du contrôle des ressources nationales. Dans tous les cas, l'article constate avec justesse que le secteur de l'ESS n'a pas, historiquement, fait l'objet d'un appui de l'Etat équivalent à celui du secteur privé et qu'il ne deviendra « *levier de changement* » qu'au travers des convergences et des alliances qu'il sera en mesure d'établir.

FRANÇOIS DOLIGEZ

La jeunesse étudiante chrétienne : des origines aux années 1970

Bernard Giroux, Cerf, Paris, 2013, 704 pages.

Ce gros ouvrage offre une synthèse très fouillée qui manquait sur la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et la Jeunesse étudiante chrétienne féminine (JECF), lesquelles ont pratiquement fusionné en 1965⁽³⁾. La JEC a été l'un des trois mouvements les plus connus d'action catholique spécialisés consacrés à la jeunesse avec la Jeunesse ouvrière chrétienne - féminine (JOC-JOCF) créée en 1926-1927 et la Jeunesse agricole catholique - féminine (JAC-JACF), créée la même année que la JEC, en 1929. Or, si l'histoire des deux derniers mouvements, JOC et JAC, a fait l'objet de nombreux témoignages, études et publications⁽⁴⁾, plus

rare ont été ceux consacrés à la JEC⁽⁵⁾. Ce compte rendu est l'occasion d'évoquer d'autres études de qualité publiées antérieurement.

Cet ouvrage est donc plus que bienvenu. Il est issu d'une thèse (augmentée) soutenue à l'Ecole doctorale de Sciences-Po, *La JEC (JEC et JECF), de 1945 aux années 1970*, soutenue en 2009.

L'auteur présente son travail comme une observation des rapports entre l'Eglise catholique et la modernité, ce qu'il caractérise comme un processus de sécularisation de l'Etat, l'avènement du rationalisme et de l'autonomie de l'individu aux dépens de la tradition, notamment religieuse. Une grande attention est consacrée aux relations avec la hiérarchie. Les évêques qui suivaient l'évolution du mouvement ont tenté à plusieurs reprises de le réorienter « *dans le droit chemin* », ce qui occasionna en certains cas de vives crises, comme en 1933, en 1957 et, surtout, en 1965. L'auteur étudie également l'attitude (engagée et courageuse) du mouvement pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), puis sa position en 1968 et dans les années suivantes, période éminemment politique pour une partie de la jeunesse.

La JEC a été créée comme branche de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), organisation laïque fondée en 1886, dans le contexte à la fois d'un vif anticléricalisme et d'une montée de la question sociale. Elle avait une double mission d'évangélisation et d'action sociale. A l'origine, l'ACJF entendait restaurer une société chrétienne, un ordre social-chrétien. En 1954-1956, cette association a connu une crise dont elle ne s'est pas relevée. Depuis 1949, selon les options choisies

(3) Le terme JEC employé ci-après recouvre la JEC, la JECF et leur fusion.

(4) Voir notamment Pierre Pierrard, Michel Launay, Rolande Trespé, *La JOC : regards d'historiens*, Editions ouvrières, Paris, 1984 ; Serge Cordellier, *JAC-F, MRJC et transformation sociale : histoire de mouvements et mémoires d'acteurs (1945-1985)*, MRJC, 2008, en ligne sur genepi.blog.lemonde.fr/files/2012/11/2.3_Cordellier_JAC_MRJC_transformation-sociale_2008.pdf.

(5) Rappelons cependant *Témoignages pour une histoire de la jeunesse étudiante féminine 1930-1965*, Les Amis de la JECF, Paris, 1981 ; Alain-René Michel, *La JEC face au nazisme et à Vichy (1938-1944)*, PUL, Lille, 1988 ; Jean-Paul Ciret, Jean-Pierre Sueur, *Les étudiants, la politique et l'Eglise : une impasse ?*, Fayard, Paris, 1970.